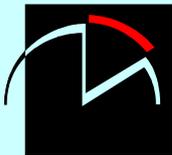


# INSEE INFOS

N° 27 – Novembre 2006 – 1,50 euro

## Les grandes entreprises mahoraises en 2005 Moindre progression de la valeur ajoutée



Institut National de la Statistique  
et des Etudes Economiques

Antenne de Mayotte  
ZI - Kawéni  
B.P 1362 - 97 600 MAMOUDZOU  
Tel : 02.69.61.36.35  
Fax : 02.69.61.39.56  
Site internet : <http://www.insee.fr/mayotte>  
Email : [antenne-mayotte@insee.fr](mailto:antenne-mayotte@insee.fr)

Directeur de la publication : Jean GAILLARD  
Rédacteur en chef : Olivier FROUTÉ  
Rédacteur du document : Cécile PREVOT  
Impression : INSEE MAYOTTE  
Code SAGE : II062784

ISSN : 1291-2786  
Dépôt légal : Décembre 1998

© INSEE - 2006

En 2005, la valeur ajoutée des plus grandes entreprises mahoraises progresse de 7,3 %. La modestie de cette croissance au regard des années précédentes tire essentiellement son origine des dépenses croissantes en matières premières.

L'activité économique reste néanmoins soutenue. Le chiffre d'affaires progresse de 12,3 % en un an. Les entreprises du panel dégagent un excédent de 95 millions d'euros ; les charges salariales augmentent de 8,7 %.

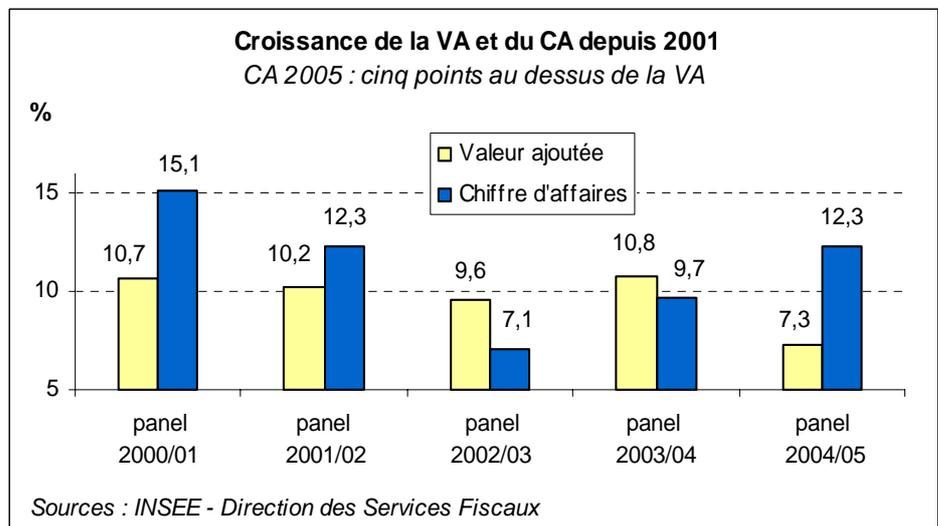
En 2005, les 555 plus grandes entreprises de Mayotte ont réalisé un chiffre d'affaires (CA) de 851 millions d'euros. Celui-ci est en progression de 12,3 % par rapport à 2004. Dans le panel précédent, ce taux de croissance s'élevait à 9,7 %. En 2005, le CA de chacun des huit secteurs d'activité augmente. Les **transports** enregistrent la plus forte hausse : + 20,7 %. Ce secteur inclut non seulement les transports routiers, maritimes et aériens, mais aussi les services auxiliaires tels que la manutention, le transport par conduites, la gestion des infrastructures ou les agences de voyage. En 2004, ce secteur avait déjà l'un des deux taux de croissance de CA les plus élevés du panel (+ 15,4 %), avec les **services aux particuliers, santé, éducation et action sociale** (+ 15,5 %).

En revanche, entre 2004 et 2005, le taux de croissance de la Valeur Ajoutée (VA) du panel est inférieure de cinq

points à celui du CA : + 7,3 %. Il s'agit de la plus faible croissance enregistrée depuis cinq ans. Elle s'établit 3,5 points en dessous du taux enregistré entre 2003 et 2004 (+ 10,8 %).

### Les matières premières pèsent sur la croissance

Le budget croissant consacré à l'achat de matières premières est la principale cause de la progression de la VA plus modeste que les années précédentes. En 2005, les dépenses des entreprises mahoraises en matières premières augmentent de 35 millions d'euros par rapport à 2004, soit une hausse de 27 %. Cela découle essentiellement de l'augmentation du prix de certaines matières premières : les produits pétroliers (+ 13 %), l'acier (+ 10,5 % en métropole)... **L'industrie et énergie** est le secteur



## Portrait des huit grands secteurs : nombre d'entreprises, chiffres d'affaires et valeur ajoutée

Secteurs	Nombre d'entreprises		Chiffre d'Affaires		Valeur Ajoutée			2005	
	2004	2005	2005 en millions d'€	2004/05 Croissance en %	2005 en millions d'€	Croissance en %		Part dans la VA hors BUF en %	Contribution à la croissance en point
						panel 2004/05	panel 2003/04		
<b>Agriculture</b>	7	7	3,1	+5,4	0,9	-17,9	+16,0	0,4	-0,1
<b>Industrie, Energie</b>	63	65	141,6	+9,9	38,1	-5,9	+4,4	16,1	-1,1
<b>Construction</b>	99	99	105,5	+3,8	37,0	+5,0	+19,3	15,7	0,8
<b>Commerce</b>	190	192	400,3	+14,9	61,5	+12,0	+15,7	26,1	3,1
<b>Transports</b>	40	39	52,2	+20,7	19,4	+23,1	+14,3	8,2	1,7
<b>Activités financières</b>	13	12	20,9	+7,6	17,8	+11,5	+10,4	7,6	0,9
<b>Services aux entreprises, activités immobilières</b>	92	90	101,4	+15,3	46,4	+11,0	+2,6	19,7	2,2
<b>Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale</b>	51	51	26,3	+3,8	14,7	+0,5	+15,4	6,2	0,0
<b>BUF (cf définitions)</b>					-8,5	+4,7	+9,0		-0,2
<b>Total</b>	<b>555</b>	<b>555</b>	<b>851,4</b>	<b>+12,3</b>	<b>227,3</b>	<b>+7,3</b>	<b>+10,8</b>	<b>100,0</b>	<b>7,3</b>

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

le plus touché par ces surcoûts. Ce secteur est le seul avec l'**agriculture** à enregistrer un recul de la VA entre 2004 et 2005. Dans l'industrie et énergie, celle-ci baisse de 5,9 %. Sans augmentation du coût des matières premières, la VA du secteur aurait cru d'environ 5 %.

Le **commerce** demeure le plus gros contributeur à la croissance : sur 7,3 points, 3,1 lui sont imputables. Deux effets se conjuguent. D'une part, ce secteur enregistre une progression importante de sa VA : +12,0 %. Parmi les huit secteurs, il s'agit du deuxième plus fort taux de croissance, après celui des **transports** (+23,1 %). D'autre part, par un effet de taille, l'impact des résultats du commerce dans ceux de l'ensemble du panel est important. En effet, il reste le plus grand secteur en termes de part dans la VA totale (27 %).

### Une économie très concentrée

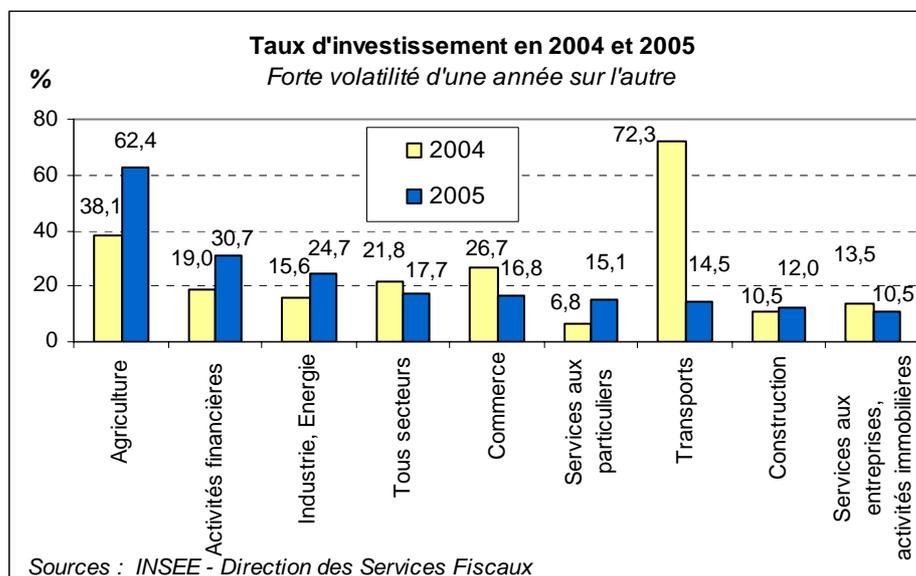
L'activité économique de Mayotte est fortement liée aux résultats de quelques grandes entreprises. En 2005, la VA de l'ensemble du panel s'élève à 227 millions d'euros. À elles seules, les vingt plus grandes entreprises dégagent la moitié de ce montant. Ces mêmes entreprises réalisent 42 % du CA total du panel.

### Investissement : 6 millions d'euros de moins

En 2005, la formation brute de capital fixe (FBCF), mesure de l'investissement, s'élève à 40,1 millions d'euros. Entre 2004 et 2005, elle a diminué de 13 %. La baisse atteint six millions d'euros. Le taux

une part moindre de leur VA : le taux d'investissement calculé uniquement sur les entreprises ayant investi s'élève à 19,7 % en 2005 (22,5 % de la VA en 2004).

La baisse du niveau d'investissement est en grande partie imputable aux **transports**. En effet, la FBCF de ce secteur a été divisée



d'investissement (FBCF/VA) diminué de plus de quatre points et s'établit à 17,7 %.

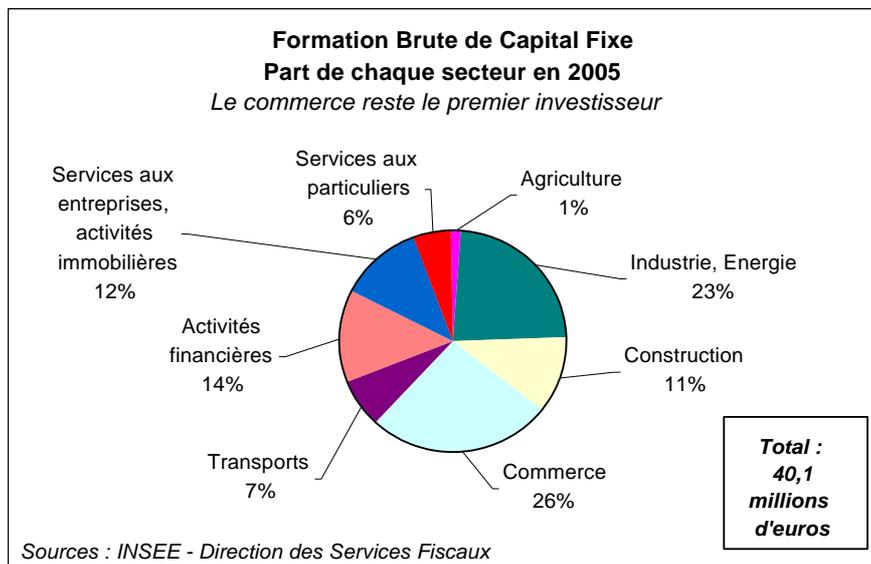
Pourtant, le nombre d'entreprises ayant investi reste stable : en 2005, sur les 555 entreprises en activité, 448 réalisent des investissements (447 en 2004). Aussi nombreuses, les entreprises investissent néanmoins

par quatre en un an. En 2004, les montants investis avaient été ponctuellement très élevés. Près des trois-quarts étaient des frais d'installation. Ces dépenses exceptionnelles ne peuvent être assimilées aux investissements courants réalisés par le secteur les autres années. En 2005, le

taux d'investissement dans les transports revient à un niveau plus habituel : 14,5 %.

Cette même année, en termes de montants investis, les **transports**

sur les résultats du panel. En 2005, l'EBE de ce secteur représentait à peine 0,3 % du total. Dans la **construction**, l'EBE (en baisse de 4,5 %)



font à nouveau partie des trois plus petits secteurs du panel, avec l'**agriculture** et les **services aux particuliers, santé, éducation et action sociale**. Chacun de ces secteurs a investi moins de trois millions d'euros. Les investisseurs les plus importants de l'île sont le **commerce** et l'**industrie-énergie**. Ces deux secteurs représentent près de la moitié de l'investissement total.

### EBE en recul dans un secteur sur deux

En 2005, les grandes entreprises mahoraises ont dégagé un excédent brut d'exploitation (EBE) de 95 millions d'euros, en progression de 10 % par rapport à l'année précédente. Cependant, cette croissance est tirée par seulement quatre secteurs sur huit. La plus forte augmentation revient au secteur des **transports** : + 52,4 %.

Pour les quatre autres secteurs, l'EBE a diminué entre 2004 et 2005. L'**agriculture** enregistre la baisse la plus importante (- 44 %). Dans ce secteur, l'EBE est particulièrement fluctuant d'une année sur l'autre (+23,8 % dans le panel précédent). Cependant, cette baisse n'a qu'un très faible impact

charges salariales (+ 13,1 %), car le CA du secteur augmente moins vite (+ 3,8 %).

En 2005, l'EBE des SNF représente 39,1 % de leur VA. En 2004, ce taux de marge était inférieur de 0,8 point. Le taux de marge des **activités financières** est près de deux fois plus élevé : 74 % en 2005 et 72,2 % en 2004.

### Charges salariales : croissance dans tous les secteurs

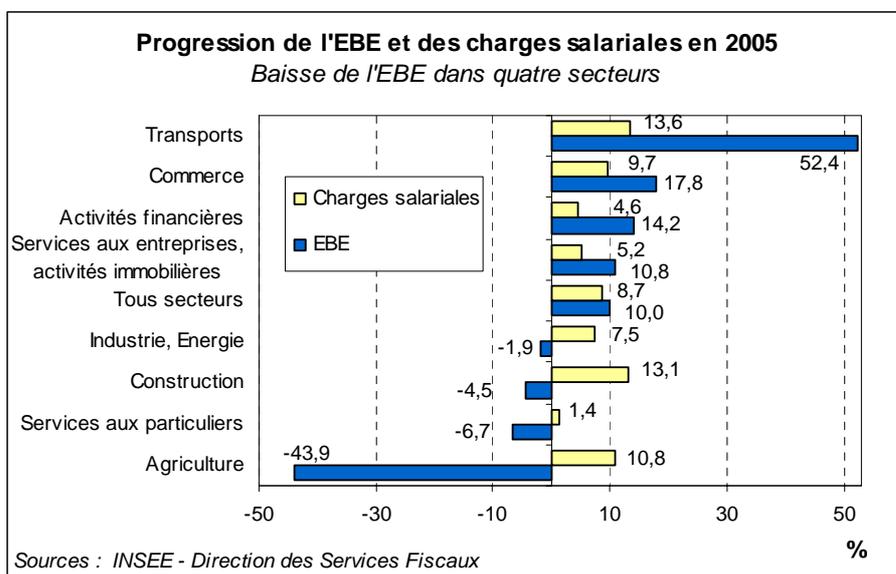
Dans chacun des huit secteurs, les sommes consacrées à la rémunération

### Les subventions : enjeu et impact

En 2005, les entreprises du panel ont reçu 11 millions d'euros de subventions. Il s'agit de transferts courants sans contre-partie que les administrations publiques versent à des producteurs pour les aider à maintenir leur niveau de production ou leur permettre de baisser leurs prix. Ces sommes ne sont pas comprises dans leur CA. En effet, celui-ci témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante de l'entreprise et permet ainsi d'en apprécier la dimension au prix du marché. Y ajouter les subventions reviendrait à sur-estimer le montant des ventes effectivement réalisées par l'entreprise.

Par souci de cohérence, les subventions ne sont pas non plus incluses dans la VA. Pour certaines entreprises, elle est négative. Sans subventions, ces sociétés pratiqueraient des tarifs plus élevés ou éventuellement auraient cessé de produire. Toutefois, cette aide est prise en compte dans l'excédent brut d'exploitation (EBE).

En incluant les subventions dans le calcul du CA et de la VA, on évaluerait ces agrégats aux coûts réels de production. La croissance du panel en 2005 aurait été de 8,5 %, soit 1,2 point de plus que le niveau enregistré.



## Ratios économiques par secteur en 2004 et 2005

Secteurs	Taux de marge bruts en %		Charges salariales/VA en %	
	2004	2005	2004	2005
Agriculture	46,7	31,9	65,5	88,3
Industrie, Energie	49,8	51,9	52,0	59,4
Construction	30,4	27,7	64,9	70,0
Commerce	35,6	37,4	57,5	56,4
Transports	28,7	35,6	67,4	62,2
Activités financières	72,2	74,0	26,5	24,8
Services aux entreprises, activités immobilières	61,1	61,0	38,3	36,3
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	14,4	13,3	85,1	85,9
<b>Total</b>	<b>40,9</b>	<b>41,9</b>	<b>56,4</b>	<b>57,2</b>
<b>Sociétés Non Financières</b>	<b>38,3</b>	<b>39,1</b>	<b>58,9</b>	<b>59,9</b>

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

du travail ont augmenté. En 2005, les charges salariales des entreprises du panel s'élèvent à 130 millions d'euros, en progression de 8,7 % par rapport à 2004. Les entreprises du panel y consacrent une part légèrement plus importante de leur VA : le ratio charges salariales/VA augmente de 0,8 point. Pour les **sociétés non financières** (SNF), cette progression s'élève à un point. Les charges salariales représentent près de 60 % de la VA. Cette part

est particulièrement élevée dans deux secteurs : dans l'**agriculture** où la VA a fortement diminué et dans les **services aux particuliers, éducation, santé et action sociale**. Dans ce dernier secteur, le ratio charges salariales/VA est traditionnellement très élevé. Entre 2004 et 2005, il progresse légèrement (+ 0,8 point), en dépit du taux de croissance des charges salariales le plus faible du panel (+ 1,4 %).

### Définitions

La **valeur ajoutée** est ce qui reste à l'entreprise après paiement des coûts directement liés à la production (la consommation intermédiaire).

L'**Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** est obtenu en retranchant de la VA les charges salariales et les impôts et en ajoutant les subventions. Le **taux de marge** est le rapport de l'EBE à la VA. C'est un indicateur de profit brut ou de performance des entreprises.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est la mesure de l'investissement en comptabilité nationale. Elle est définie comme la valeur des acquisitions nettes de cessions d'actifs fixes par les producteurs résidents. Les **actifs fixes** peuvent être utilisés de façon continue ou répétée pendant au moins un an : des bâtiments, des logiciels... Le **taux d'investissement** est le rapport de la FBCF sur la valeur ajoutée.

### Branche unité fictive (BUF) :

En comptabilité d'entreprise, pour les comptes des sociétés financières, les paiements d'intérêts sont considérés comme une forme de revenu de la propriété et apparaissent dans le compte d'affectation des revenus primaires. Ce n'est pas le cas en comptabilité nationale, où ils sont la rémunération d'un service ; dès lors, ils doivent être enregistrés dans le compte de production et contribuer positivement à la VA. Dans le cas contraire, l'EBE et la VA des banques seraient sous-évalués et ne reflèteraient pas leur activité réelle.

Pour garder une cohérence globale, on ajoute la **branche unité fictive (BUF)** qui fait apparaître dans son compte de production la consommation intermédiaire correspondant exactement aux services bancaires financés par les intérêts nets. Etant donné que cette consommation est le seul poste non nul des comptes de la BUF, la VA de la branche est négative.

## Pour comprendre ces résultats

### Composition du panel étudié

Le panel d'étude est constitué des entreprises dont le CA dépasse ou a dépassé au moins une fois 150 000 euros depuis 1995. Il comporte deux années d'étude (2004 et 2005) et 566 entreprises sur lesquelles porte l'étude.

Parmi celles-ci, seules 544 ont eu une activité les deux années. En effet, 11 d'entre elles ont été créées en 2005. À l'inverse, 11 ont cessé leur activité au cours de l'année 2004.

Le taux de mortalité (le nombre de cessations en 2004 rapporté au nombre d'entreprises encore en activité fin 2004) s'élève à 2 %.

Le CA du panel en 2005 représente 96 % du CA des entreprises ayant déclaré au régime des bénéfices industriels et commerciaux et à celui de l'impôt sur les sociétés en 2005.

### Utilisation des résultats

On ne peut pas mettre en regard les résultats **en valeur** de ce panel et ceux du panel 2004-2005 : ils ne regroupent pas le même nombre d'entreprises. En revanche, on peut en comparer les **évolutions**.

### Pour en savoir plus

sur les entreprises en 2004 :

#### Mayotte Résultats N° 5 - Sept. 2006

Activité des plus grandes entreprises mahoraises en 2004

#### Insee Infos N° 26 - Juin 2006

Les grandes entreprises mahoraises en 2004 : Valeur ajoutée en progression dans tous les secteurs

### À paraître :

#### Mayotte Résultats N° 6

sur les entreprises en 2005  
secteur par secteur